

Rwanda 2014, Banque Mondiale et FMI jamais rassasiés

22 avril 2014



François CHARLES

Rwanda 2014, Banque Mondiale et FMI jamais rassasiés

Avant 94, le "bon élève Rwanda"

Dans les années 1970/80 les IFI* d'hier, tels la Banque Mondiale, le FMI...montraient le Rwanda en exemple. On avait là, selon eux, un modèle dont pouvait, dont devait même, s'inspirer tous les autres pays d'Afrique.

En réalité, ils vantaient une politique de libéralisation forcée faite démantèlement des services publics, privatisations en masse, libéralisation totale des investissements étrangers...avec comme conséquence immédiate un appauvrissement vertigineux de la plus grande partie de la population...On sait par ailleurs que, en règle générale, lorsque la Banque Mondiale désigne le "meilleur élève de la classe", elle désigne en réalité, le pays qui obéit le mieux ou le plus servilement à ses recommandations-injonctions.

Et, de fait, c'est à grands coups de PAS (plans d'ajustement structurel) que le FMI, imposait alors ses mesures à un Rwanda emporté dans la spirale infernale de la Dette, comme ligoté. Ce qui a fait dire au spécialiste Renaud Duterme : "C'est notamment à la suite d'un programme d'ajustement structurel que la paupérisation de la société rwandaise s'est accrue drastiquement dans les années 1980, avec comme conséquence l'apport d'une population désœuvrée à la propagande génocidaire" (1)

On sait ce qu'il advint ensuite au Rwanda en 1994, mais aussi au Burundi un an auparavant et ensuite dans toute la région. Comment, effectivement, le Rwanda et le Burundi furent les premiers emportés et broyés par des guerres civiles atroces et par des meurtres de masse à caractère génocidaire. A l'heure des décomptes macabres, on compte aujourd'hui plus de 300 000 morts pour le Burundi et peut-être un million pour le seul Rwanda.

La sous région ne fut pas épargnée. Dans l'ex Zaïre, l'immense République Démocratique du Congo (RDC), voisine du Rwanda, les troubles perdurent et les guerres commencées en 1994 n'en finissent plus, continuant toujours, petit à petit, de détériorer le pays tout entier.

Durant ces années noires, de désespoir des populations, de meurtres de masse, on n'a plus entendu, du moins pas directement, ces bailleurs de fonds qui, au fond, par leurs chantages et la sauvagerie de leurs préconisations portaient pourtant une très lourde responsabilité dans ces événements sans précédent.

On aurait même pu imaginer les voir, un jour, sur le banc des accusés d'un procès qui aurait bien mérité de se tenir. Cependant, le rêve restant le rêve, la réalité fut évidemment tout autre.

Après les massacres, le "bon élève Rwanda" vite retrouvé

A peine les charniers recouverts, comme si de rien n'était, les bailleurs de fonds, tels les vautours, tournoyaient déjà dans le ciel de Kigali. Et le Rwanda, ruiné, dévasté, décomposé, retombait dans le piège de la Dette. C'est donc en 1998 que la Banque Mondiale et son gendarme FMI signaient un nouveau plan d'ajustement structurel qui portait sur l'engagement d'un programme de destruction massive des entreprises publiques.

Suivant ce premier nouveau plan et selon les experts, ce ne sont pas moins de vingt-six entreprises publiques qui, bradées pour un plat de lentilles, tomberont ainsi du public dans l'escarcelle du privé.

Et comme d'habitude, ce plan ne fut évidemment pas le seul. Le Rwanda, comme tant d'autres avant lui, apprendra une fois encore, à ses dépens, que lorsque la main se prend dans l'engrenage c'est tout le corps qui passe dans la machine à broyer.

Aujourd'hui, l'histoire se répétant, pendant que les IFI montrent à nouveau le Rwanda comme l'exemple à suivre pour les pays de la Région, la situation continue de se dégrader à la vitesse grand "V" pour la population.

Jamais les inégalités n'y ont été, en effet, aussi criantes. Selon l'observatoire des inégalités, le pays est désormais au fond du classement mondial (2). La Dette extérieure s'élevait pour 2012 à plus de 1.2 milliard de dollars. Le chômage y est en croissance exponentielle et, pour ceux qui travaillent encore, les conditions de travail sont totalement dégradées : " On constate que ces réformes avantagent surtout le capital au détriment du travail, principe élémentaire de l'idéologie libérale (un autre élément allant dans ce sens étant la baisse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises passant de 50% à 35%" (Damien Millet) (3) et encore : " Comme le dénonce l'International Union Confédération : les employeurs ne sont plus tenus de procéder à des consultations préalables avec les représentants des salariés (pour licencier) ni d'en aviser l'inspection du travail..." (4)

Autrement dit les "bonnes notes" et les "recommandations" du FMI au Rwanda ont un arrière goût très amer de déjà vu et surtout de déjà vécu.

Sachant où de tels "conseils" ont déjà conduit le pays et l'ensemble de la Région, même si les conditions des premières guerres civiles ont évolué, on a du mal à imaginer que ces mercenaires de la finance internationale puissent continuer à sévir impunément.

Une Région "trop" riche !

On le sait, l'ensemble de la sous-région regorge de tous les minerais nécessaires et indispensables à l'économie mondiale. Pour cette raison, les multinationales sont aux aguets et, à chaque velléité d'indépendance économique et politique locale, leurs gouvernements sont sur les charbons ardents. Alors, comme par miracle, selon les besoins et selon les circonstances, surgissent autant de conflits "tribaux", troubles séparatistes, guerres de "libération", guerres "ethniques", massacres "religieux"... autant de prétextes aux interventions militaro-humanitaires d'urgence de la part des puissances occidentales.

D'un côté le sabre de la Dette, de l'autre le goupillon de l'humanitaire !

Ainsi va la bonne santé des banques et des multinationales. La punition infligée à toute la Région pour sa propre richesse est permanente et dure depuis des décennies. Les puissances économiques et leurs gouvernements appliquent ainsi le bon vieux principe néocolonial : "Plus c'est le bazar partout, mieux on peut exploiter en paix."

Un "bazar utile", soutenu et alimenté avec la constance qu'on sait et qui aura, à ce jour, coûté plus de quatre millions de morts civils ! Une bagatelle...

Pour l'heure la RDC, le pays sans doute le plus riche en ressources, est par exemple, soumise depuis 1994 à une succession de guerres sans fin et la France n'y est pas pour rien. En effet, après avoir pris partie pour, et soutenu, ceux qui allaient commettre les massacres de masse, l'armée française, sous couvert de l'opération armée appelée "Turquoise", exfiltraient les assassins après leurs crimes, vers...le Zaïre rebaptisé RDC.

Ils y sont toujours, armés jusqu'aux dents, se nourrissant sur "la bête". Nul ne pourra donc s'étonner aujourd'hui, que toute une partie du pays soit livrée aux milices armées, aux bandits de grand chemin sans foi ni loi qui, au gré de leurs alliances à géométrie variable, tuent, violent, enlèvent et terrorisent les populations.

L'inquiétude monte aussi sachant que le maintien d'une telle zone de non-droit laisse, de nouveau, une place grandissante à la résurgence des slogans racistes, opposant les Hutus aux Tutsis, identiques à ceux qu'on entendait dans le Rwanda prégénocidaire. Les mêmes causes finissent toujours par produire les mêmes effets...

Pendant que, dans ces terres abandonnées, se poursuivent des guerres de décomposition auxquelles les populations victimes ne comprennent plus rien, l'exploitation des mines et des gisements se poursuit, elle, sans encombre puisque la sécurisation armée, prétexte de toutes les interventions extérieures, est d'abord dirigée sur les sites de production, les routes du transport du minerai et les aéroports. (voir Centrafrique sur www.lautreafrique.info)

François Charles

www.lautreafrique.info

* IFI : Institutions Financières Internationales

1/ "Rwanda : un modèle économique pour l'Afrique ?"

2/ Voir sur www.statistiques-mondiales.com

3/ Damien Millet www.cadtm.org

4/ Voir sur www.ituc-csi.org

Le 19 avril 2014

»» <http://www.lautreafrique.info>